Qui parle pour la Nation ? Les élections en Champagne. 1765-1830

Robert Demeude

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/1954>

DOI : 10.4000/ahrf.1954

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 243-245

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Robert Demeude, « Qui parle pour la Nation ? Les élections en Champagne. 1765-1830 », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 342 | octobre-décembre 2005, mis en ligne le 05 avril 2006, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1954> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.1954>

Ce document a été généré automatiquement le 23 avril 2022.

Tous droits réservés

Qui parle pour la Nation ? Les élections en Champagne. 1765-1830

Robert Demeude

RÉFÉRENCE

Jeff Horn, *Qui parle pour la Nation ? Les élections en Champagne. 1765-1830*, Paris, Société des Études Robespierriennes, 2004, 274 p., ISBN 2-9083-27-49-x, 32€

- 1 En choisissant le département de l'Aube, situé aux confins de la Champagne méridionale, Jeff Horn fait un nouvel apport au vaste chantier des études sur les élections pendant la période révolutionnaire en allant même au-delà de cette décennie pour couvrir un large espace de temps, depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'à la monarchie de Juillet.
- 2 Jeff Horn définit la problématique de sa recherche en la formulant autour de deux concepts : d'une part la connaissance de ceux qui mirent en œuvre la politique révolutionnaire et, d'autre part, la manière dont ces citoyens « acquéraient le droit ou les compétences permettant d'agir officiellement dans le domaine public ».
- 3 L'auteur affirme, dès le début, que « sous-estimer l'importance des élections, c'est aussi méconnaître leur potentiel démocratique et l'appui qu'elles procuraient aux pratiques qui ont permis d'élargir le droit de vote, et de façonner l'évolution d'un gouvernement démocratique responsable », s'opposant ainsi aux positions révisionnistes pour lesquelles l'importance des élections est minimisée et occultée pendant et après la période de la Terreur. Les élections participèrent, bien au contraire, à la sélection des élites, et cela même pendant la période impériale, comme source de pouvoir, et c'est en fait la montée en puissance des notables dans la vie politique, locale et départementale, que nous suivons tout au long de ce livre.
- 4 S'intéressant aux dernières années de l'Ancien Régime, Jeff Horn étudie l'application des différentes réformes, depuis celle de Laverdy jusqu'à celle de Lamoignon, qui avaient pour objet de renouveler les élites locales pour tenter d'améliorer la vie

administrative ainsi que les fondements de la politique fiscale ; leur urgence n'était plus à démontrer. Toutes ces réformes rencontrèrent des mises en œuvre partielles et, finalement, se soldèrent par des échecs, se heurtant toutes aux situations acquises, aussi bien celles concernant le statut des villes que celles des différentes castes sociales, mêlant questions locales et problèmes nationaux. Si la description, notamment à Troyes, des luttes politiques et des enjeux de pouvoir est largement développée pour cette période, on peut regretter que l'auteur n'ait pas rappelé les conditions réglementaires définissant, à chaque tentative de réforme, le recrutement des notables, ce qui aurait permis d'apprécier les différences fondamentales qu'apportèrent les lois de 1789-1790 sur la citoyenneté et qui donnèrent aux couches populaires la possibilité de jouer un rôle dans le processus électoral.

- 5 Jeff Horn souligne le formidable appel en faveur de l'établissement de la démocratie que constituait le 1,2 million de postes à pourvoir en France dans tous les rouages de la vie politique et administrative, mais dont une nouvelle génération de notables, composée en grande partie de propriétaires fonciers ruraux, sut se rendre maître en installant son pouvoir sous les différents régimes. Dans l'Aube, cette implantation ne se fit pas sans opposition, aussi bien sous la monarchie constitutionnelle que pendant la Convention, dans une lutte pour le pouvoir local et départemental entre les cantons ruraux, plus conservateurs, et la ville de Troyes où la minorité jacobine, s'appuyant sur les clubs et la garde nationale, mettait en cause la légitimité des administrateurs fondée sur les élections indirectes, peu favorables à « la cause démocratique ». Jeff Horn nous apporte une ample information sociale fondée sur les statistiques électorales de l'Aube qui font l'objet de nombreux tableaux présentés en annexes ; il les confronte, dans le corps du texte, avec les résultats concernant d'autres régions de France et il complète son étude, c'est aussi un mérite de l'ouvrage, il convient de le noter, par de nombreuses biographies des personnalités qui animèrent la vie politique du département.
- 6 Présentant les élections sous le Directoire, dont les résultats étaient en général assez conformes à ceux constatés en France, Jeff Horn s'intéresse à certains aspects de la participation des citoyens. Par exemple, à l'occasion du vote sur les décrets des deux-tiers, il profite de leur rejet, par les électeurs de 28 cantons, pour montrer « qu'il est difficile d'accepter l'idée que la pratique démocratique avait été perdue pour toujours durant la Terreur. Cette volonté de participer, même pour voter contre, est une clé du système électoral démocratique légitime ». Cette observation est dans la ligne de la réflexion que Jeff Horn accorde aux élections comme source de légitimité. L'auteur compare aussi le processus électoral français à la situation en Grande-Bretagne et aux États-Unis en soulignant les déficits démocratiques, souvent occultés, présents dans ces deux pays.
- 7 La période directoriale a vu les majorités locales s'opposer au pouvoir central, mais cette situation n'a pas été propre à l'Aube et nous retrouvons les mêmes mises à l'écart, les mêmes sanctions décidées par les Directeurs que dans le reste de la France. Jeff Horn, sur ce point d'accord avec Furet, conclut à « la crise de légitimité qui ruina les efforts de tous les régimes républicains post-thermidoriens ».
- 8 Le coup d'État de Brumaire allait-il changer la donne ? Mais peut-on encore parler d'élections démocratiques pendant le Consulat et l'Empire ? La longue analyse que Jeff Horn présente des lois électorales montre bien la volonté d'encadrement du corps social. Il s'agissait surtout pour le gouvernement de trouver des relais pour chercher des administrateurs dociles et fortunés veillant au bon fonctionnement de la vie

publique où, sous couvert d'élections, le système mis en place cachait un régime fondé sur un choix limité aux gros contribuables. Ce n'est pas le recours aux multiples plébiscites conviant l'ensemble des citoyens à un simulacre électoral qui peut être considéré comme une avancée démocratique. Mais, et l'auteur le montre avec soin, nous assistons à la mise en place, dans le département de l'Aube, de notables de toutes origines, républicains ou anciens émigrés, qui vont investir le pouvoir local et qui sauront dans l'ensemble se maintenir dans leurs fonctions malgré les changements de régime. Le maintien d'un personnel préfectoral pendant de longues durées, survivant à la chute de l'Empire, était le plus sûr garant de cette implantation de dynasties de notables.

- 9 C'est dans la dernière partie du livre que Jeff Horn s'intéresse plus particulièrement à l'élection des députés aux assemblées nationales. Certes, l'auteur rend compte des assemblées électorales départementales mais, en réalité, la vie politique dans l'Aube se réduisit à des compétitions à l'intérieur d'une classe restreinte de notables traversée par les différentes factions bonapartistes, libérales ou légitimistes et cela aussi bien sous l'Empire que sous la Restauration. Seule la courte période des Cent-Jours a vu le retour dans le champ politique de l'ensemble des citoyens à l'occasion du plébiscite sur l'Acte Additionnel. Il n'est pas sans intérêt, à notre avis, de remarquer la place (trop ?) importante faite dans cette partie de l'ouvrage aux biographies des personnalités en lutte pour représenter et diriger le département. C'est avec raison que Jeff Horn évoque une « ossification des élites » à partir du Consulat.
- 10 Qui parle au nom de la Nation ? La réponse, au terme de la lecture de ce livre, montre une parole assez vite confisquée par des administrateurs issus de la propriété terrienne ou des professions libérales, en général opposés aux représentants de la ville de Troyes, mettant à l'écart les représentants de l'élite industrielle et commerçante du chef-lieu du département. Jeff Horn a raison, toutefois, de souligner l'importance des élections, même si elles furent souvent fortement encadrées par les gouvernements successifs. Elles permirent à une large classe de notables, toutes opinions confondues, de faire l'apprentissage de la vie publique locale, mais, il convient de le souligner, Jeff Horn s'inscrit dans une perspective tocquevillienne en rappelant leur rôle et leur importance dès l'Ancien Régime. Ces mêmes notables, lorsqu'ils furent députés par les instances départementales dans les assemblées nationales, que ce soit sous l'Empire ou la Restauration, restèrent en marge d'une action réelle pour peser sur le destin du pays, celui-ci restant aux mains du pouvoir central. Si la Révolution a permis la mise en place d'une large citoyenneté, il faut constater qu'après 1794 on assista à l'installation d'un régime de notables et le livre de Jeff Horn, consacré au département de l'Aube, le démontre d'une manière explicite. Il faudra attendre le scrutin d'avril 1848 pour assister à l'arrivée de représentants issus des classes populaires, comme par exemple dans le Var, et cela pour une courte parenthèse qui s'acheva un an plus tard.